

Rapport annuel sur l'état de la France

Réconcilier la France

Déclaration du groupe Outre-mer

Le Rapport annuel sur l'état de la France pose un constat particulièrement exhaustif sur la situation de notre pays. Les dix indicateurs de richesse permettent d'apprécier les défis qui restent à relever et les inégalités qui se creusent, mais ils mettent surtout l'accent sur le besoin de réconciliation de la société française.

Si ces dix indicateurs ne prennent pas systématiquement en compte les données des Outre-mer permettant d'avoir un état global de la situation, ils mettent toutefois, en exergue le singulier paradoxe ultramarin.

En effet, malgré un niveau de croissance plus élevé que celui de l'Hexagone, le dynamisme de ces économies n'est pas suffisamment créatrice d'emplois pour juguler le chômage de masse qui mine quasiment un quart de la population active de ces territoires.

À cela s'ajoute, le fléau de l'illettrisme et le phénomène de décrochage scolaire atteignant par endroit 22 % des habitants lorsque ce taux s'établit à 7 % dans l'Hexagone.

Ces écarts entre les régions ultramarines et l'Hexagone se retrouvent également dans l'accès à la santé se traduisant par un taux de mortalité infantile nettement plus élevé et une espérance de vie plus faible.

Outre ces inégalités prégnantes, c'est bel et bien le creusement des écarts de revenus qui reste le plus préoccupant. Il faut le rappeler, le taux de pauvreté ultramarin est trois à quatre fois plus élevé que celui de l'Hexagone car il touche non seulement les exclus du marché du travail mais également les travailleurs ce qui, par conséquent, menace la cohésion des territoires ultramarins.

Enfin, il convient, de nouveau, de lever cette idée sous-jacente sur le prétendu coût des Outre-mer quand il s'agit d'évoquer les dépenses de l'État et les transferts sociaux. C'est bien ce que font apparaître les documents budgétaires, que les dépenses d'investissement par habitant sont inférieures d'un tiers en Outre-mer par rapport à l'Hexagone.

Si ce triste état des lieux n'incite pas à l'optimisme, pour autant cette situation nous oblige.

Elle oblige tant les pouvoirs publics mais plus généralement tous les décideurs à créer les conditions pour :

- renforcer l'attractivité de ces collectivités en consacrant une partie des investissements au nécessaire rattrapage structurel ;

- s’emparer des opportunités que nous offre l’exceptionnelle biodiversité ou même le développement du secteur de l’économie bleue, dans une perspective de création d’emploi ;
- repenser les stratégies de développement du tourisme afin de converger vers un modèle plus durable ;
- soutenir l’innovation et favoriser la compétitivité des entreprises tout en repensant à l’évolution des modèles économiques insulaires.

Aussi, bien que les instituts de statistiques remplissent une mission considérablement complexe dans le recueillement des données Outre-mer, il est impératif de poursuivre ces efforts pour nourrir les statistiques nationales et européennes.

Les défis pour les mois et les années à venir sont nombreux. Si « la meilleure façon de prédire l’avenir c’est de le créer » comme le disait le professeur Peter Drucker, alors il faut poursuivre ensemble la construction du futur des Outre-mer.

Le groupe de l’Outre-mer a voté l’avis.